MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie

Une publication du SER d'Ankara
Semaine du 2 novembre 2026 (n°10)

Faits régionaux marquants

- **Turquie :** Baisse de la part de gaz naturel dans la production électrique
- **Azerbaïdjan :** Croissance de la valeur de l'écosystème des start-ups
- **Géorgie :** Tenue du forum AgriFuture 2026
- **Arménie :** Nouveau relèvement du taux directeur

CHIFFRE À RETENIR

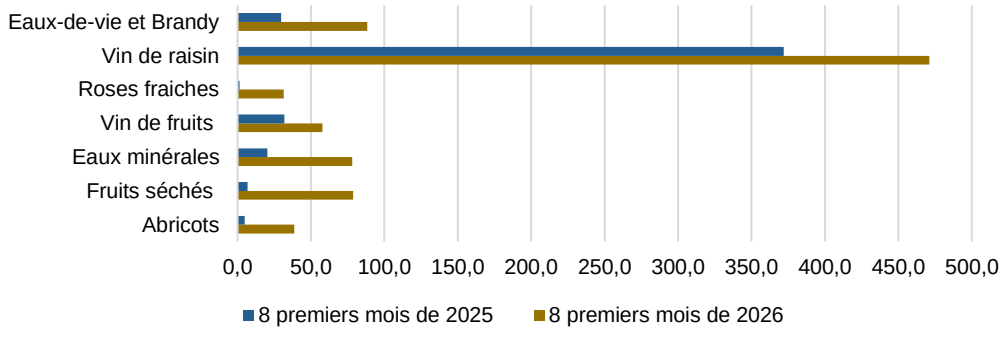
58,7 %

Taux d'intérêt annuel moyen sur les nouveaux prêts personnels (ou crédit à la consommation) en Turquie, mesuré la semaine du 30 octobre, selon la Banque centrale. Le taux repasse sous la barre des 60 % pour la 1ère fois depuis avril 2026. Rapporté à l'inflation annuelle de 29,8 % en octobre, ce taux correspond à un taux d'intérêt réel *ex post* de 22,3 % (*formule de Fisher*).

Zoom | Face à l'embargo russe, l'Arménie diversifie ses débouchés

Depuis la mi–2026, la Russie a mis en place un embargo sur la majorité des exportations agricoles et agroalimentaires arméniennes. Entamé en mai (fleurs, eau minérale, vin, eaux-de-vie, produits maraîchers) puis étendu en juin-juillet (fruits, légumes, produits de la pêche, produits laitiers), l'embargo a progressivement conduit à l'interdiction *de facto* de l'exportation et du transit de la quasi-totalité de la production agricole-agroalimentaire arménienne vers la Russie. Alors que la Russie invoque officiellement des motifs phytosanitaires pour justifier ces mesures drastiques, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan lui évoque une manœuvre politique délibérée de déstabilisation à l'encontre de la majorité reconduite à la tête de l'Exécutif en juin 2026.

Evolution des exportations de certains produits arméniens vers la France
DSECE - en milliers d'euros



L'embargo est d'autant plus critique pour l'Arménie qu'il cible des secteurs particulièrement dépendants des débouchés russes. Alors que la Russie absorbe en général plus d'un tiers des exportations arméniennes totales (35,4 % en 2025 ; 2,9 Mds USD), ce chiffre dépasse les 90 % pour l'ensemble des produits ciblés par les restrictions russes : 93 % (317,5 MUSD) pour les produits usuellement labélisés comme « soumis à quarantaine » (fruits, légumes, etc.), 94 % (50 MUSD) pour les fleurs et jusqu'à 98,0 % (74 MUSD) pour les produits de la pêche.

En toute logique, ces restrictions ont considérablement pesé à la baisse sur les chiffres du commerce extérieur arménien. Selon les douanes arméniennes, sur le cumul des deuxième (T2) et troisième (T3) trimestres 2026, les exportations totales de l'Arménie se sont établies à 3,4 Mds USD, soit en recul de –14,2 % par rapport à leur niveau de la même période sur l'année 2025 ; une baisse surtout imputable au repli des exportations vers la Russie, qui se contractaient elles de –17,8 % par rapport aux T2-T3 2025.

En réponse à ces mesures, l'Arménie a entamé une stratégie de diversification de ses débouchés. Le ministre de l'Économie, Gevorg Papoyan, indiquait en juillet que les exportations vers la Chine et l'Inde avaient progressé au premier semestre (S1) 2026 de +80 % par rapport à leur niveau du S1 2025, tandis que les marchés d'exportations de fleurs avaient été multipliés par quatre, passant de 7 pays en 2025 à 30 en 2026 – pays du Golfe en tête, notamment les Emirats arabes unis.

Dans cette entreprise, l'Arménie a également trouvé en l'Union européenne un partenaire clé. Alors que les exportations arméniennes qui lui sont destinées ont significativement progressé depuis le début de l'année (+51,0 % en glissement annuel sur janvier-septembre 2026, à 598,0 MEUR), notamment porté par un boom vers la Bulgarie (+490 %), Malte (+480 %), l'Autriche (+310 %) et la Pologne (+300 %), l'UE a franchi un nouveau cap le mois passé. Qualifiant de « coercition économique » l'embargo auquel est confronté l'Arménie, la Commission européenne accordait en conséquence une suspension temporaire des droits de douanes sur 80 % des produits arméniens exportés vers l'Union pour une durée de 2 ans, à compter d'octobre 2026.

Tout comme ses homologues européens, la France a vu ses importations depuis l'Arménie progresser sur la période. Selon les douanes françaises, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires se sont élevées à 2,1 MEUR sur janvier-août 2026, soit +55 % (vs. 1,3 MEUR) par rapport à la même période l'année passée ; les produits soumis à l'embargo russe, encore marginaux en 2025, enregistrent une hausse particulièrement forte, en témoigne le graphique (*cf. supra*).

Macroéconomie et finance

Turquie : Légère hausse des prix à la consommation et à la production

Selon l'Institut de statistiques turc (TÜİK), l'inflation mensuelle a augmenté de 2,6 % en octobre, l'inflation annuelle s'élevant ainsi à 29,8 % en g.a. (contre 29,7 % en g.a. en septembre, soit -0,1 pp.). Cette légère hausse a été surtout tirée par l'inflation des produits alimentaires, notamment des fruits et légumes, à +3,5 % en g.m. Elle est, cependant, restée limitée du fait d'une inflation contenue dans les services à +1,0 % en g.m.

Les prix à la production ont quant à eux augmenté de +1,7 % en g.m. en octobre, soit une hausse annuelle de 27,4 % en g.a. (stable par rapport à septembre). Les prix à la production ont surtout été tiré à la hausse par le secteur minier (+35,1 % en g.a. et +4,0 % en g.m.) due au renchérissement des coûts énergétiques.

Turquie : L'industrie manufacturière demeure en zone de contraction

Selon la Chambre de commerce d'Istanbul, l'indice des directeurs d'achat (PMI) a diminué à 47,3 en octobre (contre 47,9 en septembre). Pour le 31e mois consécutif sous le seuil des 50, il indique une contraction continue de l'activité dans le secteur. Sur les 10 secteurs suivis, seul le secteur de l'habillement se situe en octobre au-delà du seuil théorique d'expansion (à 50,8) tandis que les produits minéraux non métalliques connaissent la situation la plus dégradée (à 37,0). Outre la diminution des commandes, l'activité manufacturière a notamment subi la hausse des prix des intrants et les perturbations des chaînes d'approvisionnement en raison du conflit régional.

Azerbaïdjan : Forte hausse des financements non souverains des IFI

Selon une note analytique de la Banque eurasiatique de développement (BED), les financements non souverains des institutions financières internationales (IFI) en Azerbaïdjan ont atteint 185 MUSD au T3 2026, contre 42 MUSD en 2025. Sur la période, la BERD a offert à *AccessBank* une garantie de 75 MEUR couvrant jusqu'à 50 % du risque sur des prêts aux PME et la BAII a approuvé un prêt de 45 MUSD, auquel s'ajoutent 40 MUSD du Fonds OPEP, pour une usine de dessalement sur la mer Caspienne.

Géorgie : Fitch relève la perspective de la note souveraine

L'agence Fitch Ratings a relevé, le 30 octobre, la perspective de la note souveraine de la Géorgie de stable à positive, en confirmant la note à BB. Cette décision reflète l'accumulation rapide de réserves internationales, qui ont atteint 8,2 Mds USD (6,8 Mds EUR) en septembre, le faible déficit courant et une croissance supérieure à 8,0 % en moyenne sur 2023-2025. Fitch souligne également la prudence de la politique budgétaire, une baisse de la dette publique en part du PIB qui devrait se poursuivre en 2027, et la solidité du système bancaire.

Géorgie : Hausse de l'inflation en octobre

Selon Geostat, l'inflation en glissement annuel s'est établie à 5,9 % en octobre, en hausse de +0,3 pp. par rapport au mois précédent (5,6 %), portée par une hausse mensuelle notable (+0,9 % g.m., soit +0,5 pp. par rapport à septembre). En mensuel, les hausses de prix dans l'habillement (+10,6 % g.m.) et les transports (+2,6 % g.m.) ont surtout contribué à la dynamique de l'inflation.

Géorgie : Baisse des transferts de fonds vers le pays en septembre

Les transferts de fonds vers la Géorgie ont reculé de 10,1 % en glissement annuel en septembre, s'établissant à 285,8 MUSD (238,4 MEUR). Cette baisse s'explique principalement par l'effondrement des fonds en provenance de Russie (-80,1 %), dont la part tombe à 2,7 % du montant total. Les transferts en provenance de l'Union européenne, qui représentent 50,2 % du total (Italie 18,9 %, Allemagne 10,7 %, Grèce 9,6 %), reculent de 0,6 %, alors que ceux depuis les États-Unis (22,2 %) progressent de 6,2 % en glissement annuel. Ces transferts ont un poids économique considérable, estimé à 10,2 % du PIB géorgien en 2025.

Géorgie : Accords entre la Banque nationale et la Bank of China

En marge du Tbilisi Finance Summit, la Banque nationale de Géorgie a signé avec Bank of China un accord-cadre sur l'accès au marché obligataire interbancaire chinois et un accord-cadre ISDA sur les dérivés de change et de taux. Ces accords ont pour but de diversifier les réserves de change de la Banque centrale géorgienne, notamment en augmentant la part du yuan en leur sein.

Arménie : Hausse des recettes fiscales sur dix mois

Le budget arménien a perçu 2 566,1 Mds AMD (6,2 Mds EUR) d'impôts et de droits de l'État entre janvier et octobre 2026, en hausse de 14,5 % en glissement annuel. En octobre, les recettes se sont élevées à 257,9 Mds AMD (619,0 MEUR), soit une augmentation de 13,3 % par rapport à octobre 2025. Les recettes fiscales accumulées depuis le début de l'année dépassent de 5,8 % l'objectif budgétaire initial, et de 4 % l'objectif révisé.

Arménie : Hausse de l'inflation en octobre

L'inflation annuelle s'est établie à 4,3 % en octobre 2026, avec une hausse mensuelle des prix de 0,3 %. Elle est tirée par les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées (+5,6 % sur un an ; +0,2 % sur un mois) et par l'alcool et le tabac (+7,6 % sur un an ; +0,3 % sur un mois).

Arménie : Nouveau relèvement du taux directeur

Le 3 novembre, la Banque centrale d'Arménie a relevé son taux directeur de 25 points de base, le portant à 7,0 %. Il s'agit de la deuxième hausse consécutive après celle du 15 septembre (6,75 %). Cette décision vise à contenir une inflation qui reste supérieure à la cible de 3,0 % (4,5 % en août et 4,3 % en septembre).

Marchés financiers turcs

Indicateurs	05/11/2026	var semaine	var mois	var fin 2025
BIST 100 (TRY)	**11422,04**	6,16 %	–5,78 %	1,43 %
Taux directeur de la CBRT	36,00 %	0,00 pdb	–100,00 pdb	–200,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans	36,36 %	–1,00 pdb	–17,00 pdb	204,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans	33,00 %	–2,00 pdb	25,00 pdb	584,00 pdb
Pente 2–10 ans	–336,00 pdb	–1,00 pdb	42,00 pdb	380,00 pdb
CDS à 5 ans	217,50 pdb	–2,49 pdb	–19,70 pdb	12,67 pdb
Taux de change USD/TRY	50,05	0,37 %	1,73 %	16,60 %
Taux de change EUR/TRY	56,25	0,78 %	2,11 %	11,66 %

Taux Forward	05/11/2026	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 05/11/26	50,05	50,59	51,26	52,49	53,90	57,72	62,08	66,88
Var en % (Vs.05/11/26)	-	*1,1 %*	*2,4 %*	*4,9 %*	*7,7 %*	*15,3 %*	*24,0 %*	*33,6 %*
Taux EUR/TRY FW 05/11/26	56,25	56,89	57,65	59,27	60,73	65,45	70,61	76,25
Var en % (Vs.05/11/26)	-	*1,1 %*	*2,5 %*	*5,4 %*	*8,0 %*	*16,3 %*	*25,5 %*	*35,5 %*

Cette semaine le BIST 100 s'affiche à 11 422,04 points, en hausse de 6,16 % sur la semaine et en baisse de 5,78 % sur le mois. Les taux des emprunts d'État sont stables cette semaine, à 36,36 % à 2 ans et 33,00 % à 10 ans, variant de respectivement –1 et –2 pdb. Ils sont cependant en hausse par rapport au début de l'année, de respectivement +204 et +584 pdb. Côté change, la livre turque continue de se déprécier face au dollar américain, qui passe pour la première fois au-dessus de la barre des 50 TRY pour 1 USD. Le taux de change USD/TRY s'élève ainsi à 50,05 (+0,37 % depuis la semaine dernière et +16,6 % depuis fin 2025). La TRY s'est également dépréciée face à l'euro depuis la semaine dernière, l'EUR/TRY atteignant 56,25 (+0,78 % sur la semaine, +11,66 % depuis la fin 2025). L'EUR/TRY repasse ainsi au-dessus des 56 TRY pour 1 EUR après plusieurs semaines d'oscillations autour de 55,5. Les taux *forward* anticipent toujours une poursuite de la dépréciation de la livre face aux deux monnaies, le USD/TRY à un an s'établissant à 66,88 (soit +33,6 % par rapport au comptant) et l'EUR/TRY à un an à 76,25 (+35,5 %).

Les autorités turques ont arrêté Korkmaz Ergun, directeur général de la Borsa Istanbul, pour corruption, dans le cadre d'une enquête sur le scandale des fonds d'investissement. L'enquête, qui concernait initialement des gestionnaires de fonds et des sociétés cotées, s'est étendue aux responsables politiques et aux hauts responsables des institutions financières turques. Le ministre de la Justice, Akin Gurlek, a déclaré qu'un vaste réseau criminel et un système organisé de fraude boursière avaient été mis au jour. Le 1er novembre, le conseil d'administration de la Bourse a de fait démis Korkmaz Ergun de ses fonctions et nommé le directeur général adjoint, Atila Tureli, au poste de directeur général par intérim, selon un communiqué publié sur le site Internet de la Bourse.

Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Renforcement du dialogue agricole avec l'UE

Le 2 novembre 2026, la Turquie et l'UE se sont réunies, à Ankara, pour la 3e session de leur dialogue agricole de haut niveau. Les échanges ont porté sur la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés et l'avenir du programme IPARD, instrument européen de soutien au développement rural dans les pays candidats à l'adhésion. Depuis son lancement, ce dernier a soutenu près de 27 000 projets, mobilisé 3,4 Mds EUR d'investissements et contribué à la création de près de 107 000 emplois en Turquie. Ankara souhaite sa reconduction pour le cycle 2028–2034 de la Politique agricole commune.

Turquie : Révision de la réglementation des additifs alimentaires

Le 30 octobre 2026, le ministère de l'Agriculture et de la Forêt a soumis à consultation un projet de modification du règlement sur les additifs alimentaires, afin de s'aligner avec les évolutions de la réglementation européenne (n°1333/2008). Le texte prévoit notamment une révision des listes d'additifs autorisés (identifiés par leur code E) et de leurs conditions d'utilisation.

Turquie : Nouvelle enquête de concurrence dans la filière noisette

Le 22 octobre 2026, l'Autorité turque de la concurrence a rouvert une enquête concernant 6 grandes entreprises du marché des noisettes, à la suite d'inspections conduites en septembre dans les principales régions productrices. Les investigations portent notamment sur une éventuelle coordination entre le principal acheteur et les négociants locaux afin de faire pression à la baisse sur les prix payés aux producteurs, ainsi que sur d'éventuelles ententes entre acheteurs concurrents. Cette nouvelle procédure intervient dans le prolongement de l'affaire Ferrero : en juillet 2025, le tribunal administratif d'Ankara avait annulé la décision de 2024 ayant mis fin à l'enquête contre le groupe italien sur la base de ses engagements. L'Autorité avait également sanctionné plusieurs dizaines de négociants pour des pratiques anticoncurrentielles. La filière fait vivre environ 400 000 familles et représente près de 70 % de la production mondiale de noisettes.

Turquie : Décision critiquée du Conseil national du lait

Dans un communiqué en date du 30 octobre, le Conseil national du lait (USK) – qui se réunit périodiquement pour procéder à des évaluations concernant le prix recommandé du lait cru – a indiqué que sa réunion n'avait débouché sur aucune décision de réévaluation, renvoyant à une date ultérieure une éventuelle modification du tarif indicatif. Pour rappel, le prix indicatif du lait cru est fixé à 24,30 TRY/l (±0,43 EUR/l) depuis mai. Cette (non)décision a été immédiatement critiquée par l'Association des producteurs laitiers (TÜSEDAD), selon lesquels en raison d'une hausse mensuelle soutenue des prix des fourrages (+6 % g.m en octobre) et des aliments concentrés (+4 % g.m), le coût de production d'un litre de lait cru s'établirait ce mois à 29,92 TRY/l, soit 5,62 TRY/l au-dessus du prix indicatif.

Géorgie : Coopération scientifique sur les stocks d'anchois avec la Turquie

Le 2 novembre 2026, des spécialistes géorgiens ont participé à une formation internationale organisée par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) à Trabzon, en Turquie. Les travaux ont porté sur l'analyse de données acoustiques afin d'harmoniser les méthodes d'évaluation des stocks d'anchois européens, ressource halieutique majeure en mer Noire exploitée par les deux pays.

Géorgie : Tenue du forum AgriFuture 2026 pour l'agrobusiness

Le 30 octobre 2026, le forum international *AgriFuture Georgia 2026* a été organisé à Tbilissi par NIADAGI Group. Il a réuni 17 partenaires issus de 10 pays. Plus de 110 rencontres inter-entreprises ont été programmées afin de favoriser les partenariats entre les producteurs géorgiens et les entreprises étrangères. Les échanges ont notamment porté sur les technologies agricoles, les intrants, les équipements horticoles, la protection des cultures et les solutions de stockage et de conditionnement.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Baisse de la part de gaz naturel dans la production électrique

Selon les données de l'entreprise publique de transmission d'électricité (TEİAŞ), la part du gaz naturel dans la production d'électricité était de 12,2 % de janvier à septembre 2026, contre 21,3 % au cours de la même période en 2025. La part des centrales hydroélectriques a progressé, passant de 17,0 % à 29,7 %. À l'inverse, la production totale d'électricité a augmenté de 0,6 %, passant de 278,5 TWh à 280,4 TWh.

Turquie : Hausse de la facture énergétique

Selon les données de l'institut de statistiques turc (TÜİK) et du ministère du Commerce, les importations énergétiques de la Turquie ont atteint 6,7 Mds USD en septembre 2026, en hausse de 49,3 % en g.a. Sur les neuf premiers mois de l'année, elles se sont élevées à 53,3 Mds USD (+14 % g.a.). La facture énergétique a ainsi représenté 21,8 % des importations totales du pays en septembre, contre 15,4 % un an auparavant. Pour mémoire, le prix moyen mensuel du Brent a atteint 114,16 USD le baril en septembre, contre 67,99 USD un an plus tôt (+67,9 %).

Turquie : Appel d'offres pour la construction d'un terminal à Sabiha Gökçen

La Présidence turque des industries de défense a lancé un appel d'offres pour la construction, l'exploitation et le transfert du 3e terminal de l'aéroport international Sabiha Gökçen d'Istanbul, selon le modèle de construction-exploitation-transfert (BOT). Les offres devront être déposées au plus tard le 7 janvier 2026 à 10h00, pour une ouverture à 10h30. Le montant de la garantie provisoire exigée est fixé à 75 MEUR.

Turquie : Accord d'entente avec KEXIM pour le financement de projets nucléaires

Le 3 novembre 2026, à l'occasion de la visite officielle du président Recep Tayyip Erdoğan en Corée du Sud, la société turque TÜNAŞ et la banque sud-coréenne d'import-export KEXIM ont signé un mémorandum d'entente visant à étudier les possibilités de financement des projets de centrales nucléaires développés par TÜNAŞ en Turquie. L'accord prévoit notamment une coopération en matière de modélisation financière et de structuration des financements. Un groupe de travail sera constitué pour faciliter les échanges entre les deux institutions et examiner les perspectives de coopération. Aucune décision n'est arrêtée concernant la construction des 2e et 3e centrales nucléaires du pays dont les négociations seraient en cours.

Azerbaïdjan : Finalisation de l'acquisition d'actifs gaziers aux États-Unis par SOCAR

Le 4 novembre 2026, la compagnie pétro-gazière nationale SOCAR a signé un accord définitif avec la société américaine Comstock Resources en vue de l'acquisition de participations dans des actifs gaziers aux États-Unis. Dans le détail, la transaction, estimée à 1,65 Md USD, prévoit l'achat de 20 % des actifs de production de Legacy Haynesville, de 15 % des actifs de production de Western Haynesville et de 15 % de la participation de 73 % détenue par Comstock dans Pinnacle Gas Services LLC. La transaction, avec effet rétroactif au 1er juillet 2026, reste soumise aux autorisations gouvernementales.

Industrie, services et innovation

Turquie : Volkswagen étudie un projet d'assemblage automobile en Turquie

Selon une déclaration publiée le 30 octobre 2026 sur la plateforme d'information publique (KAP), Doğuş Otomotiv a signé une lettre d'intention avec le groupe Volkswagen afin d'étudier les possibilités de production de véhicules particuliers de la marque en Turquie. À ce stade, aucune décision définitive d'investissement n'a été annoncée et aucun montant, site de production, modèle ou calendrier n'a été précisé.

Turquie : Le fonds souverain turc devient le premier actionnaire de TOGG

Selon les déclarations publiées les 2 et 3 novembre 2026 sur la plateforme d'information publique (KAP), Vestel Elektronik et Anadolu Grubu Holding ont conclu des accords sur la cession de l'intégralité de leurs participations dans le constructeur turc de véhicules électriques TOGG, pour un montant cumulé de 368 MEUR. Vestel cédera ses 23 % du capital au fonds souverain turc (Türkiye Varlık Fonu – TVF) pour 184 MEUR. De son côté, Anadolu Grubu Holding transférera également sa participation de 23 %, dont 12 % au TVF et 11 % à l'opérateur de télécommunications Turkcell, pour un montant total de 184 M EUR. Sous réserve des autorisations réglementaires, ces opérations feront du TVF le premier actionnaire de TOGG avec 35 % du capital, devant Turkcell (34 %), BMC (23 %) et l'Union des chambres de commerce et des bourses de Turquie (TOBB, 8 %). Vestel a précisé qu'au moins 90 % du produit de la cession serait affecté au remboursement de ses dettes bancaires arrivant à échéance.

Azerbaïdjan : Croissance de la valeur de l'écosystème des start-up

Selon le Centre d'analyse des réformes économiques et de la communication, la valeur de l'écosystème azerbaïdjanais des start-up approche 600 MUSD. La valeur de l'écosystème, qui compte 161 start-up, a progressé de plus de 7 % au cours de l'année écoulée et se classe au 81e rang mondial.

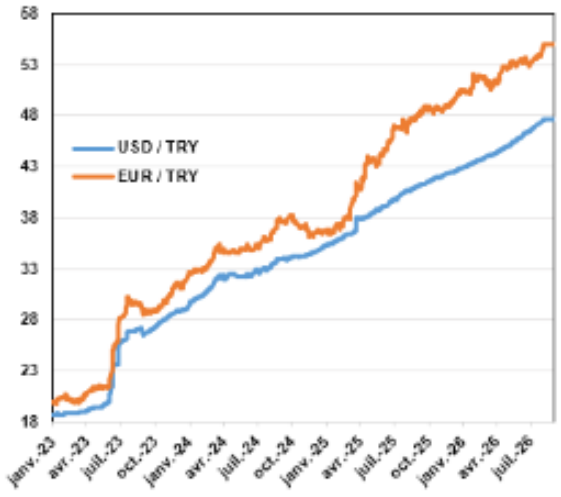
La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

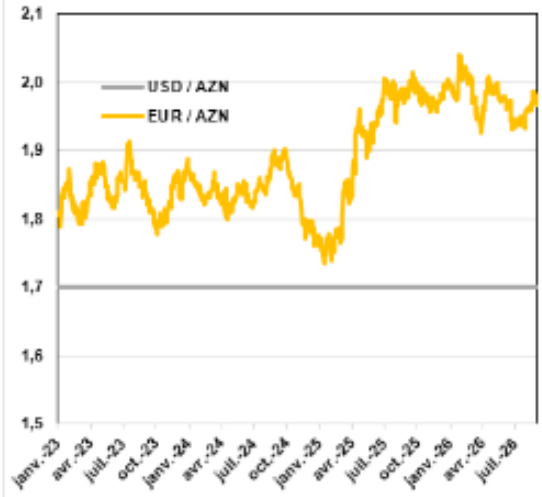
Responsables de la publication : Jérôme Baconin et Orhan Chiali
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr ; orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

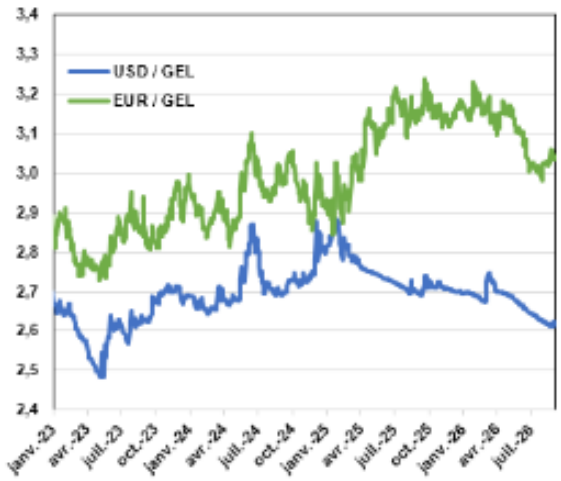
Rédaction : SER d'Ankara

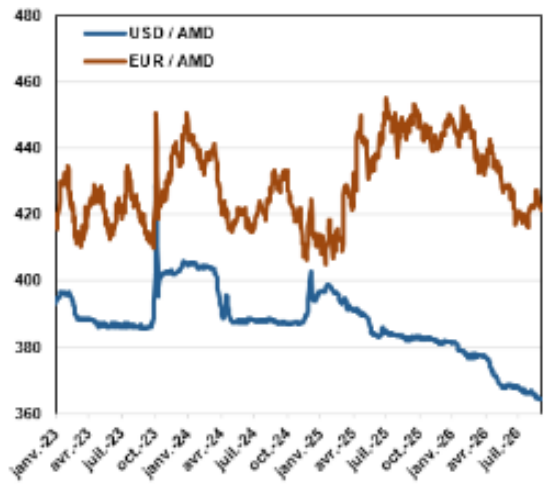
Abonnez-vous : ankara@dgtresor.gouv.fr

Taux de change









La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Jérôme Baconin et Orhan Chiali
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr ; orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : ankara@dgtresor.gouv.fr

Tableau de bord macroéconomique de synthèse

	PRÉVISIONS DE CROISSANCE								PRÉVISIONS D'INFLATION (moy. ann. : FMI, BM, OCDE ; fin d'année : Gouv./BC)							
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GEORGIE		ARMENIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GEORGIE		ARMENIE	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
FMI	2,7 % oct.–26	3,6 % oct.–26	1,7 % oct.–26	2,3 % oct.–26	7,2 % oct.–26	5,7 % oct.–26	5,5 % oct.–26	5,5 % oct.–26	31,2 % oct.–26	26,5 % oct.–26	5,8 % oct.–26	5,6 % oct.–26	5,4 % oct.–26	3,6 % oct.–26	4,6 % oct.–26	3,6 % oct.–26
Banque mondiale	2,8 % oct.–26	3,8 % oct.–26	1,2 % oct.–26	1,8 % oct.–26	7,0 % oct.–26	5,5 % oct.–26	5,6 % oct.–26	5,3 % oct.–26	30,3 % avr.–26	23,0 % avr.–26	4,6 % oct.–25	4,6 % oct.–25	4,5 % oct.–25	4,5 % oct.–25	4,6 % août–26	3,8 % août–26
OCDE	2,7 % sept–26	3,6 % sept–26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	31,5 % sept–26	24,7 % sept–26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,3 % sept–26	4,2 % sept–26	2,9 % oct–25	3,3 % oct–25	5,0 % sept–25	5,2 % sept–25	5,4 % sept–25	5,3 % sept–25	28,4 % sept–25	21,0 % sept–26	4,8 % sept–26	4,7 % oct–25	3,3 % sept–25	3,0 % sept–25	3,0 % (±1 pp) sept–25	3,0 % (±1 pp) sept–25
Banque centrale	n.d.	n.d.	2,4 % janv–26	2,9 % janv–26	6,3 % juin–26	5,1 % janv–26	4,1–4,5 % août–26	3,7–4,7 % août–26	28,0 % août–26	15,0 % août–26	5,5 % janv–26	4,0 % janv–26	2,7 % janv–26	2,9 % janv–26	3,9 %–4,1 % août–26	2,9 %–3,6 % août–26